



cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 19 août 2009 à 22h58 | Mis à jour le 19 août 2009 à 23h01

## Les conseils scolaires sont d'attaque contre une pandémie



Agence France-Presse



**Jean-François Dugas**  
Le Droit

Avec la rentrée qui approche, les conseils scolaires francophones de l'Est ontarien et d'Ottawa se disent fins prêts à affronter une éclosion de la grippe A(H1N1) au sein de ses écoles. La santé et le bien-être des élèves demeurent d'une importance capitale.

« Nous avons établi un plan H1N1 sur tous ses angles qui priorise la santé publique », avise Roxanne Deevey directrice des communications au Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE).

Ce plan, qui doit être rendu public dans deux à trois semaines après

une révision professionnelle, fait état de différentes démarches pour minimiser les chances de contracter la maladie respiratoire. Par exemple, le taux d'absentéisme sera surveillé de très près.

Du côté du personnel, le CECLFCE encouragera ses employés à rester au foyer dès qu'il y a des symptômes inhérents à la grippe A(H1N1) (fièvre, toux, essoufflement, douleurs musculaires, maux de tête sévères, perte d'appétit, etc.) pour éviter tout risque inutile et limiter la contamination. « Nous ne craignons pas une pénurie de personnel. Nous avons un bassin important de suppléants », souligne Mme Deevey.

### Sensibilisation

Les élèves sont en mode prévention depuis le printemps dernier. À cette époque, le CECLFCE a sensibilisé les

jeunes de l'importance d'une bonne hygiène, notamment avec un lavage de mains vigoureux.

Par ailleurs, le CECLFCE travaille conjointement avec Santé publique Ottawa et suit ses directives pour éviter toute pandémie.

« Nous prenons la grippe H1N1 très au sérieux mais il ne faut pas dramatiser. Il n'y a pas lieu de croire que la grippe se propagera. Les écoles ne sont pas des lieux de contamination pire que d'autres endroits publics », rassure Mme Deevey.

## **CSDCEO**

Même son de cloche au Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien (CSDCEO), où un « Plan de pandémie » figure au sein de son plan d'urgence.

Selon l'attachée de direction, Johanne Côté, le plan comprend différents thèmes qui traitent plusieurs points tels : l'éducation des élèves et information aux parents sur les mesures d'hygiène à adopter, le signalement de tout cas au Bureau de santé de l'est de l'Ontario, les directives concernant le nettoyage et la désinfection ainsi que l'inventaire des produits désinfectants.

« Cependant, il est à noter que c'est le médecin-hygiéniste du Bureau de santé de l'Est de l'Ontario qui donne les directives aux conseils scolaires du territoire de sa compétence, sur les informations à fournir aux parents, qui va jusqu'à la fermeture d'une école, s'il y a lieu », signale-t-elle.

Elle mentionne également que la surveillance de toute éclosion de cas de grippe A(H1N1) revient aux enseignants, qui aussitôt communiqueront avec leurs parents pour venir cueillir leur enfant.

« Le CSDCEO est prêt à faire face aux exigences de son Plan de pandémie », estime Mme Côté.

## **CEPEO**

Au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CEPEO) le « Plan d'intervention en situation de pandémie de grippe » est présentement à l'étape de finalisation. Ce plan permettrait de faire face à tout cas de grippe A (H1N1), même la « pire des pires » des situations.

« Présentement, nous continuons de surveiller de très près la situation afin d'être très bien préparés lorsque les élèves retourneront à l'école le 26 août prochain », a laissé entendre la direction du CEPEO.

### Parents bénévoles

Celle-ci a pris les grands moyens pour assurer une continuité à l'éducation en cas de pandémie. Entre 100 et 150 enseignants suppléants sont prêts à être appelés en renfort au besoin. Il existe même un « Plan C ». Des parents bénévoles prendraient la relève si la situation devenait catastrophique.

Néanmoins, la direction souligne que les camps d'été se sont déroulés sans anicroche, ce qui augure bien pour la rentrée scolaire.

Le retour en classe s'effectuera mercredi prochain au sein des trois conseils scolaires francophones.



## Un jeune d'Orléans s'illustre au concours Compétences Canada



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 20 août 2009 à 0:13

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Un jeune d'Orléans, Guillaume Lafrance, a remporté la médaille d'argent dans le domaine de l'informatique à la compétition Compétences Canada, qui se tenait récemment. Élève à l'École secondaire catholique Garneau, où il entreprenait une Majeure haute spécialisation en informatique avec une spécialisation en réseautique, il a été choisi par son enseignant Ernest Séguin, pour participer au concours.

«Il démontrait le plus d'aptitudes pour réussir et avait déjà démontré de l'intérêt pour poursuivre une carrière dans le domaine», a indiqué M. Séguin.

Compétences Canada est un concours national qui vise à promouvoir les métiers dans le domaine des technologies et de la construction.

M. Séguin et Guillaume se sont entraînés pour le concours pendant environ 100 heures après les classes. Ce dernier a remporté la médaille d'or au concours provincial, ce qui l'a qualifié pour le concours national, qui se déroulait cette année à l'Île-du-Prince-Édouard.

«Les participants devaient configurer des serveurs pour être capables de fournir des services à des clients. Ils devaient configurer un serveur Linux et Microsoft Windows et configurer les dispositions d'interconnexions pour fournir des services Internet par réseau sans fil et câblé», explique Ernest Séguin. Celui ou celle qui effectuait la tâche de la façon la plus efficace et rapide remportait le concours.

Selon M. Séguin, le fait que Guillaume ait été inscrit à la Majeure haute spécialisation en informatique lui a permis de partir avec une longueur d'avance sur les autres participants.



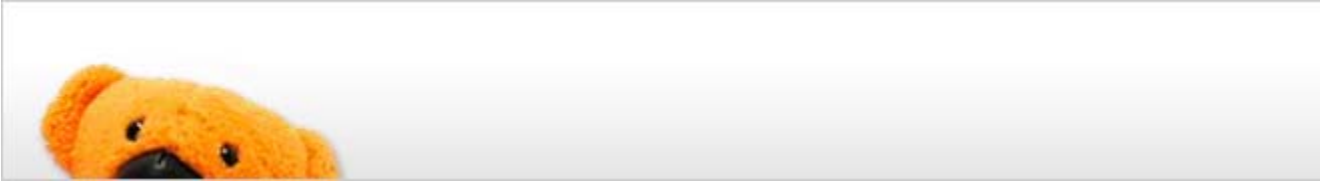
**Guillaume Lafrance pose fièrement avec sa médaille en compagnie de son enseignant, Ernest Séguin. Photo : Gracieuseté de Compétences Canada**

Pour Guillaume, l'expérience a été vraiment positive et lui a permis d'établir des contacts pour un emploi futur. «Ça m'a vraiment préparé pour un emploi et aidé à faire des contacts, surtout avec la compagnie CISCO (qui est commanditaire du concours). C'était très stimulant comme expérience», a souligné le jeune homme.

Plusieurs collègues l'ont également approché pour qu'il s'inscrive à leur institution, mais il a préféré demeurer près des siens, en choisissant La Cité collégiale. Il entreprendra des études en technologie de la sécurité de l'information dès septembre.

«Je souhaite me spécialiser en réseautique. Depuis que j'ai pris mon premier cours au secondaire (en 10e année), j'ai une espèce de fascination pour ça. J'ai toujours été intéressé par l'informatique, mais en réseautique ça fait seulement trois ans.»

Celui-ci est présentement à l'emploi de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), où il a effectué un stage pour l'obtention de son diplôme d'études secondaires dans le cadre de sa Majeure haute spécialisation en informatique. Il y travaillera également à temps partiel lorsqu'il retournera à l'école, en septembre.



**cyberpresse.ca**

Publié le 20 août 2009 à 05h00 | Mis à jour à 07h44

## La rentrée scolaire aura lieu comme prévu



Le ministre québécois de la Santé, Yves Bolduc, en compagnie du directeur de la protection de la Santé publique du Québec, le Dr. Horacio Arruda.  
Photo: Mathieu Bélanger, collaboration spéciale



**Pascale Breton**  
La Presse

La rentrée scolaire aura lieu comme prévu la semaine prochaine. Il n'est pas question de fermer les écoles de manière préventive ou de retirer systématiquement les travailleuses enceintes.

En fait, rien ne change dans le plan prévu à ce jour. Les autorités fédérales comme provinciales ont fait le point hier pour rassurer les parents et rappeler qu'il n'a pas lieu de fermer les écoles actuellement.

Mais la vigilance reste de mise et tout le monde se tient prêt. «On ne néglige aucun détail. S'il n'arrive rien, tant mieux. Mais s'il arrive quelque chose, on est prêt à tous les scénarios», a déclaré le ministre de la Santé, Yves Bolduc.

La première vague de grippe A (H1N1), qui a frappé au printemps, a atteint son sommet pendant la deuxième semaine de juin. À ce moment, jusqu'à 107 cas ont été signalés en une seule journée. Mais depuis, l'indice grippal est en constante diminution, a expliqué le directeur de la protection de la santé publique, Horacio Arruda.

Si une deuxième vague de grippe frappait avec virulence, la décision de garder certaines écoles ouvertes pourrait être revue.

«Si la situation épidémiologique changeait et qu'on avait l'impression qu'il était nécessaire (de fermer les écoles) parce que la sévérité est plus importante, les autorités de santé publique reviendraient pour prendre une décision», a précisé le Dr Arruda.

La question des travailleuses enceintes demeure toutefois en suspens. La situation est suffisamment préoccupante pour qu'un avis sur le sujet ait été demandé à l'Institut national de santé publique du Québec. La réponse devrait arriver dans les prochains jours.

La semaine dernière, une jeune mère de 23 ans est morte à Montréal à la suite de complications dues à la grippe A (H1N1) qu'elle a contracté en juin. Son bébé, né par césarienne, a survécu et se porte bien.

Une étude publiée dans la revue *The Lancet* plus tôt cet été a démontré que les femmes enceintes risquent davantage d'avoir des complications, d'être hospitalisées ou de mourir à cause de la grippe porcine.

Cette situation suscite des inquiétudes particulières dans les écoles, reconnues comme un foyer de propagation de la maladie.

Pour l'instant, c'est le programme en place qui s'applique, à savoir que le médecin traitant recommande le retrait préventif de la travailleuse enceinte s'il le juge nécessaire. Plusieurs enseignantes en bénéficient déjà puisqu'elles ne sont pas immunisées contre le parvarovirus B19, responsable de la «cinquième maladie», qui peut être dangereuse pour le fœtus.

Selon l'avis qu'il aura reçu de ses experts, le ministère de la Santé pourrait recommander le retrait préventif des travailleuses enceintes, principalement dans les écoles et les services de garde.

Au moment où élèves et professeurs s'apprêtent à reprendre le chemin des classes, c'est la vigilance qui est de mise. Il faut rappeler les mesures de protection contre la grippe, notamment le lavage des mains. Si un enfant est malade, il devrait rester à la maison. Même chose pour le personnel enseignant, ont rappelé les autorités hier.

Nul besoin de courir acheter du désinfectant pour les mains. «Dans toutes les écoles du Québec, il y a de l'eau et du savon et ça suffit. Le Purell peut être une mesure de plus, mais le Ministère ne recommandera pas aux écoles et aux parents d'en acheter», a précisé Bruno Faucher, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en rappelant que ce produit, qui contient de l'alcool, peut même être contre-indiqué pour les jeunes enfants.

Les écoles se tiennent prêtes à faire face à une recrudescence de la grippe plus tard à l'automne. Une mise à jour du plan de préparation sera prête d'ici à quelques semaines. Au début du mois de septembre, toutes les organisations du réseau doivent aussi tenir une rencontre.

Même si on se trouve en pleine pandémie, les cas de grippe A (H1N1) sont moins graves que ce qui avait été appréhendé.

Par contre, la maladie peut être dangereuse pour certaines catégories de personnes. C'est le cas des bambins de moins de 2 ans, des femmes enceintes, des personnes atteintes de maladies chroniques (diabète, maladie respiratoire) et des personnes âgées de plus de 60 ans.

«On ne doit pas faire peur, mais dans certaines situations, il peut y avoir des conséquences très graves», a rappelé Horacio Arruda. Ces personnes devraient consulter leur médecin dès l'apparition de symptômes grippaux.

## Cyberpresse vous suggère

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



## Un incitatif à la lecture pour les jeunes



par **Philippe Gonzalez**

[Voir tous les articles de Philippe Gonzalez](#)

Article mis en ligne le 20 août 2009 à 0:13

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

La bibliothèque publique d'Ottawa (BPO) organise sa sixième campagne *À chaque enfant sa carte*, à compter du 22 août. Plusieurs activités seront organisées durant cette journée qui se déroulera à la Place Ben Franklin pour lancer la période d'inscription des jeunes. Cette année, les Sénateurs d'Ottawa se sont associés à l'événement. Leur mascotte et président d'honneur, Spartacat, de même que des joueurs des Sénateurs seront de l'événement. De plus, des pompiers, des ambulanciers paramédicaux et d'autres chauffeurs de véhicules lourds seront aussi de la partie.



La chef de service aux Services aux enfants et aux adolescents de la BPO, Jane Venus, espère que cet événement encouragera les jeunes de 16 ans et moins d'obtenir ou de renouveler leur carte de bibliothèque à l'approche du début de l'année scolaire.

«Notre objectif, c'est de les encourager à lire, mais aussi de les rappeler de s'inscrire à la BPO et d'utiliser leur carte régulièrement pour leurs besoins personnels, mais surtout pour les travaux scolaires. Nous avons beaucoup de matériel pédagogique dans nos succursales», a-t-elle rappelé.

Dans le cadre de cette campagne, les jeunes de tous les secteurs de la ville sont invités à s'inscrire à la bibliothèque la plus près de chez eux jusqu'au samedi 26 septembre. Pour les remercier de leur participation, des cadeaux leur seront offerts.

De plus, des dons de fournitures scolaires seront aussi acceptés dans le cadre de la campagne *Tools for School d'Ottawa : L'amie de la jeunesse*, dans toutes les succursales et pendant toute la durée de la campagne d'inscription.

Le lancement aura lieu le 22 août, de 11h à 14h, à la place Ben Franklin, située au 101, promenade Centrepointe (dans les locaux de l'ancien hôtel de ville de Nepean).



## Une citoyenne prône l'usage de couches lavables



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 20 août 2009 à 0:14

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Une résidente d'Alfred-Plantagenet, Martine Gauthier, se promène actuellement de municipalité en municipalité, espérant convaincre les différents conseils d'offrir des subventions aux familles qui désirent prendre un tournant écologique en utilisant des couches lavables. «De 0 à 2 ans et demi, un enfant crée une tonne de déchets. Pour enfouir cette tonne de déchets, la municipalité doit déboursier entre 100 et 150\$. Au Québec, les municipalités offrent des subventions de 100 à 200\$ aux familles et on vient d'éliminer une tonne de déchets. La subvention se paye d'elle-même et il y a moins de déchets dans les dépotoirs», affirme Mme Gauthier, qui possède d'ailleurs sa propre entreprise de couches lavables.

Celle-ci a l'intention de présenter son projet dans les municipalités de l'est ontarien pour débiter et aimerait par la suite parcourir l'Ontario en entier. Elle souhaite rendre visite aux conseillers de la Ville d'Ottawa dans les prochains mois.

«En général, les réactions sont quand même toujours assez positives. C'est toujours la question d'où l'argent proviendrait qui dérange», explique Mme Gauthier.

Celle-ci a visité quelques municipalités de l'est de la province jusqu'à présent, soit Casselman, La Nation et Champlain, cette dernière ayant toutefois donné une réponse négative à Mme Gauthier, la semaine dernière.

**De nombreux avantages**



**La salle de montre de la petite entreprise de couches lavables de Martine Gauthier. Photo : Gracieuseté de Martine Gauthier**



Les couches lavables comportent de nombreux avantages pour les familles, selon Mme Gauthier, et représentent également de grosses économies d'argent. «Il en coûte entre 1500 et 3000\$ pour des couches jetables alors que le prix varie entre 450 et 750\$ pour des couches lavables.»

Les premières couches lavables utilisées par Mme Gauthier lui ont été données par sa cousine. «Les fesses de mon enfant étaient la cinquième paire que les couches voyaient. Elles étaient très usées, donc j'ai fait des recherches sur Internet. Je ne savais pas à quel point c'était meilleur pour l'environnement», mentionne-t-elle.

Martine Gauthier invite les familles à communiquer avec leur municipalité s'ils souhaitent la création de subventions pour les couches lavables.

Les personnes intéressées à obtenir plus d'informations sur le commerce de Mme Gauthier peuvent visiter le [www.babygaiaclothdiapers.com](http://www.babygaiaclothdiapers.com) ou la contacter au 613-673-5212.

Quelques statistiques...

- Un enfant utilisera environ 6000 couches jetables avant d'atteindre le stade de la propreté.
- Une couche lavable remplace 230 couches jetables.
- Les couches jetables prennent de 300 à 500 ans à se décomposer. Une couche lavable se décompose complètement en six mois.
- L'utilisation des couches lavables correspond à l'ajout d'une lessive par semaine.
- Au Canada, c'est 2 400 000 arbres qui sont coupés chaque année pour la production de couches jetables, ce qui représente environ 5 à 12 arbres par enfant.

Source : Nathalie Poirier, consultante.



cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 19 août 2009 à 21h12 | Mis à jour le 19 août 2009 à 21h15

Directives en anglais durant l'évacuation d'un train de Via Rail

## Plainte au commissaire aux langues officielles



Le commissaire aux langues officielles Graham Fraser.  
Archives, LA PRESSE CANADIENNE



**Patrice Gaudreault**  
Le Droit

Une plainte officielle repose sur le bureau du commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, relativement aux accrocs linguistiques soulevés lors de l'incendie d'une locomotive de Via Rail survenu dimanche soir au sud d'Ottawa.

En plus d'être forcés d'évacuer le train en suivant des directives en anglais, des passagers francophones de la liaison Toronto-Ottawa ont reçu une lettre d'excuses de la direction dans la langue de Shakespeare.

Le porte-parole du Commissariat aux langues officielles, Robin

Cantin, confirme qu'une plainte reçue mardi fait présentement l'objet d'une évaluation, « de façon à établir si nous avons la juridiction pour ouvrir une enquête ou pas ». Une décision devrait être prise aujourd'hui. Chose certaine, souligne le Commissariat, Via Rail est soumis à la Loi sur les langues officielles.

« **Inacceptable** »

Entre-temps, le Bloc québécois a interpellé le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, l'invitant à rappeler au transporteur ferroviaire ses obligations linguistiques.

Selon le porte-parole bloquiste en matière de Langues officielles, le député de Gatineau Richard Nadeau, l'affaire

ne peut en rester là. « Le transporteur n'a même pas été en mesure de fournir des instructions en français dans l'est de l'Ontario, là où les francophones sont pourtant très nombreux, a-t-il dénoncé. Imaginez l'état du service ailleurs au Canada, où la présence francophone est moins importante. »

Pour le député Nadeau, cette situation illustre « fort bien » le fait que les francophones sont « continuellement contraints de se battre » pour le respect de leurs droits linguistiques. « C'est inacceptable, dit-il, d'autant plus que la direction, par insouciance ou par provocation, a poussé l'injure jusqu'à offrir des excuses uniquement en anglais. »

Le député entend porter le dossier de Via Rail à l'attention du Comité permanent des langues officielles, lors de la rentrée parlementaire de l'automne.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



cyberpresse.ca

**LeDroit**  
en version intégrale  
sur votre ordi

**2 SEMAINES  
D'ESSAI  
GRATUIT**



Publié le 19 août 2009 à 20h18 | Mis à jour le 19 août 2009 à 20h22

## Des effets scolaires neufs pour 300 familles



Archives, LeDroit



**Yves Soucy**  
Le Droit

Grâce au programme *Retour en classe*, de Centraide Outaouais, plus de 300 enfants de familles à faible revenu résidant sur le territoire de la Vallée-de-la-Lièvre pourront se présenter fièrement à l'école avec des effets scolaires tout neufs.

En Outaouais, il existe une dizaine de magasins-partage opérés par des organismes du milieu qui permettent aux parents moins nantis de faire l'acquisition de fournitures scolaires à très prix réduits afin de permettre à leur enfant une meilleure intégration à l'école.

Vallée-de-la-Lièvre, c'est le Centre Actu-Elle, en collaboration la Maison de la famille, qui s'occupe de monter le magasin-partage pour une treizième année consécutive.

### 25 % du coût réel

« Centraide nous a remis un budget de 19 550 \$. Les parents s'inscrivent en juin et c'est un barème de revenu familial qui détermine s'ils peuvent bénéficier du programme Retour à l'école. Il s'adresse en priorité aux jeunes du primaire, mais s'il reste des fonds une fois que nous avons compilé la liste des effets scolaires du primaire, nous offrons l'opportunité aux étudiants du niveau secondaire de bénéficier également du service », explique Debbie Biehler, directrice générale du Centre Actu-Elle.

Les parents admissibles au programme n'ont qu'à déboursier 25 % du coût réel des articles scolaires. Une économie très appréciée, surtout lorsqu'une famille doit composer avec un revenu modeste.

Julie, une jeune maman de Thurso, apprécie vraiment l'aide qu'elle reçoit, d'autant plus que le tout se fait dans le respect de la personne.

« Nos enfants ont de tout et de très bonne qualité. On sauve beaucoup d'argent surtout lorsqu'on a plusieurs enfants. Ça vaut vraiment la peine », souligne la maman de Britanie (5 ans) et Zacharie (7 ans).

De plus, grâce à la collaboration de la librairie Rose-Marie et de Pharmaprix, chaque enfant reçoit gratuitement un dictionnaire Larousse et deux boîtes de papier mouchoir.

Depuis sa création en 1995, le programme Retour à l'école, de Centraide Outaouais, a permis d'aider 25 541 enfants à retourner en classe avec un sourire.

---

© 2000-2009 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.



## L'Université Saint-Paul veut s'affirmer

par **Georges Tamba**

[Voir tous les articles de Georges Tamba](#)

Article mis en ligne le 20 août 2009 à 0:12

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Depuis deux mois, l'Université Saint-Paul (USP) convole en justes noces avec l'Université de la Salle, située à Bogotá, en Colombie. Un accord de coopération visant à «encourager les relations bilatérales» entre les deux institutions a été signé, le 19 juin dernier. Cette entente permettra de «promouvoir les domaines d'intérêt académique mutuels tels que les programmes d'échanges universitaires pour les professeurs et les étudiants ainsi que les projets de recherche entre les deux universités partenaires», explique-t-on.



**L'Université Saint-Paul a conclu diverses ententes au cours des dernières années, dont plusieurs avec La Cité collégiale. Photo : Wikimedia**

L'USP a développé de nombreux partenariats, notamment avec Sustainable Living Ottawa East, grâce à qui elle met en place des jardins communautaires et accueille chaque été un marché, permettant aux producteurs locaux de vendre leurs produits.

Fin octobre 2008, l'USP avait conclu quatre «ententes d'arrimage» avec La Cité collégiale, le plus important collège francophone de la région. La collaboration entre les deux établissements postsecondaires permet aux diplômés du collège de poursuivre des études universitaires et de les terminer plus rapidement. Ces ententes touchent dix programmes d'études collégiales menant à quatre programmes universitaires. Pour la nouvelle rectrice, ces partenariats constituent un des moyens de «réseauter».

Institution catholique et bilingue, elle cherche à promouvoir, au plan international, national et local, l'excellence dans l'enseignement, la recherche et la formation professionnelle. L'USP présente un environnement unique et différent des grandes universités canadiennes. Et Chantal Beauvais pense pouvoir donner «plus d'amplitude à cette perception».

L'Université Saint-Paul compte quatre facultés à savoir la Théologie, la Philosophie depuis 1891, le Droit canonique depuis 1929 et les Sciences humaines depuis 1997, ainsi que 23 disciplines bénéficiant à quelque 760 étudiants originaires d'une vingtaine de pays francophones comme anglophones.

# Schools would stay open in H1N1 outbreak

## Ottawa public board plan in line with federal guidelines

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 20, 2009

The Ottawa-Carleton District School Board does not anticipate closing schools in the event of an H1N1 outbreak this fall, says the board's director of education.

Lyall Thomson said Wednesday he sees no reason to close schools.

Schools aren't the only places where young people gather in large numbers, he said. "If kids aren't at school, they're out congregating at the mall or the pool."

The board's full plan is to be released on its website on Friday. Thomson's remarks came only hours before the Public Health Agency of Canada released its H1N1 guidelines for schools, day cares and post-secondary institutions -- including a recommendation not to close schools.

The federal agency suggests there are more benefits than risks to keeping schools open.

"Schools, day cares and post-secondary institutions can play a crucial role in our pandemic response," Dr. David Butler Jones, Canada's chief public health officer, said in a statement.

"Keeping schools open is an excellent way to educate and inform students and their families, minimize the impact of the virus on society and the economy, and it offers a good environment to offer the pandemic vaccine."

Health authorities have warned of the possibility of a resurgence of H1N1 this fall as students return to school. Early in June, as many as 29 schools in Ottawa reported having at least one suspected case of H1N1 and some schools in the U.S. closed after dozens of students fell ill.

The Ottawa-Carleton District School Board is the city's largest school board with 147 schools, almost 73,000 students and 4,500 teachers.

Thomson said the board was working to ensure that other strategies and procedures were in place in case of an outbreak:

- If more than 10 per cent of students are absent, principals are to notify school board administrators by 10 a.m.

Four staff members have been designated as the "response team" to analyse information about absences as it comes in, including the number of absent staff members. Decisions will be made on a

case-by-case basis, Thomson said.

"Not all of our schools will be impacted in the same way at the same time," Thomson said. "The key is that the staff knows what to do."

- There are currently about 700 occasional teachers on the school boards' supply list. Administrators are also discussing building a list of retired teachers who are available to work. The budget contains contingency funding for these kinds of emergencies, he said.

"Our goal is to keep certified teachers in front of students."

- Principals will stay in contact with parents through letters and messages on school and board websites, as well as through an automated phone system that continually phones students' homes until the message has been delivered.

Public Health Agency of Canada recommendations advise identifying students, staff and children with influenza-like illness as early as possible, encouraging hand washing and promoting good coughing and sneezing etiquette and promptly isolating students with an influenza-like illness in a separate room or area.

Among its other recommendations:

- Students who are ill should be sent home with a parent and not travel on a bus, and they should remain at home until they are symptom-free.

- In settings where a large proportion of children have underlying illnesses that place them at risk, administrators should consider asking that children who are ill remain in isolation for seven days after the onset of symptoms or until all symptoms are over, whichever is longer.

Thomson said school board administrators would be meeting with principals next Thursday to outline the board's plan. There is also a more extensive pandemic plan in the works to cover outbreaks of other infectious diseases, such as the Norwalk virus.

The U.S. Centers for Disease Control and Prevention has also recently advised that schools not close unless large numbers of students and teachers are ill. This spring in the U.S., closing schools caused a ripple effect, forcing thousands of working parents to remain at home.

At the same time, parents in the U.S. were advised to keep children at home for a week after the fever broke. That advisory has since been downgraded by the Centers for Disease Control and Prevention to 24 hours after the fever has broken.

Thomson said he will depend on advice from Ottawa Public Health on this and other matters around



H1N1.

The city has a pandemic plan, but groups and agencies had been asked to draw up their own individual plans.

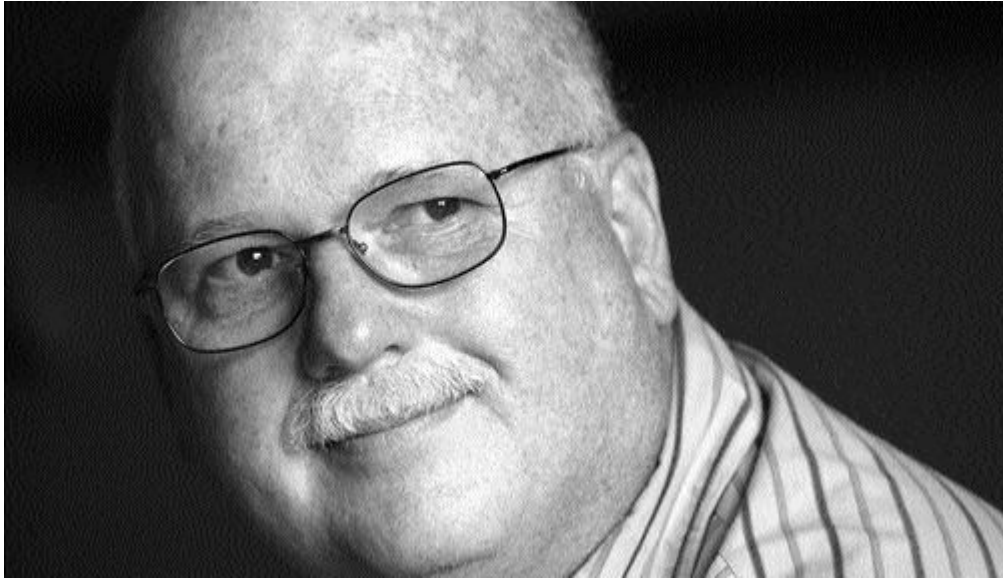
By late July, though, only the Catholic board had a comprehensive pandemic plan, which sets out in detail the steps to be taken if a school is closed.

For example, each Catholic board principal must list the two closest schools that can be used as alternative locations during the partial or complete closure of a school. The Catholic board plan also includes contingencies for governing the board if senior administrators become ill.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# Remember the lessons of the 1976 swine flu outbreak

THE OTTAWA CITIZEN AUGUST 20, 2009



Frank Kuschneireit, who was vaccinated during the 1976 swine flu outbreak as a member of the Canadian Armed Forces, warns about the potential dangers of mass vaccination programs.

**Photograph by:** Julie Oliver, Ottawa Citizen, The Ottawa Citizen

---

Re: Vaccine for every Canadian, officials pledge, Aug. 7.

Those who do not remember history are doomed to repeat it. I have a scar on my arm to remind me of the the 1976 swine flu outbreak, also known as the swine flu fiasco, or the swine flu debacle.

It was a strain of H1N1 influenza virus that appeared in 1976. Infections were only detected from Jan. 19 to Feb. 9, 1976, and were not found outside Fort Dix in the U.S. The outbreak is most remembered for the mass immunization that it prompted in the United States and in the Canadian Army. The strain itself killed one person and hospitalized 13. However, side-effects from the vaccine caused 25 deaths and many hospitalizations in the U.S. and Canada, including some of my friends.

Canada never instituted mass immunizations like the U.S. did, but the Canadian Forces thought it was a good idea to try it out on its troops. My arm swelled up as if there was a boil. My friends were not so lucky, and some were hospitalized. These were young, healthy soldiers.

In the U.S., the old and very young were the most vulnerable. There were reports of Guillain-Barré syndrome, a paralyzing neuromuscular disorder, affecting some people who had received swine flu immunizations. This syndrome is a rare side-effect of modern influenza vaccines, with an incidence of about one case per million vaccinations. As a result, the public refused to trust a government-operated health program that killed old people and crippled young people. In total, less than 33 per cent of the population had been immunized by the end of 1976. The National Influenza Immunization Program was

effectively halted on Dec. 16, 1976.

Overall, about 500 cases of Guillain-Barré syndrome (GBS), resulting in death from severe pulmonary complications for 25 people, were probably caused by an immunopathological reaction to the 1976 vaccine.

If we learned anything from the 1976 swine flu fiasco, it should be that mass immunizations can kill or hurt more people than the actual disease, unless it is a killer like the Spanish Flu. But Health Canada knows this. Why would they buy 50 million doses of an untested vaccine when Canada only has a population of 36 million and only the old, young and immune-challenged really need it? I wonder what the health system could have done with the \$400 million spent on the vaccine?

Frank Kuschnerreit,

Ottawa

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

# New H1N1 vaccine works in animal testing: Novavax

BY MAGGIE FOX, REUTERS AUGUST 18, 2009



A vial of an experimental H1N1 swine flu vaccine is shown during early trials. Novavax Inc., reported Tuesday that it made a new kind of flu vaccine in four weeks that works against H1N1 in animals.

**Photograph by:** Jason Reed, Reuters

---

WASHINGTON - A new kind of influenza vaccine works against the new swine flu virus in animals, Novavax Inc reported on Tuesday.

The company said it made the vaccine, which uses so-called virus-like particles, in fewer than four weeks after getting the genetic sequence of the H1N1 swine flu virus, which is now causing a pandemic. Most flu vaccines take five to six months to make.

Shares of Novavax shot up on the news, and were up 7.5 percent during mid-morning trading on Nasdaq at \$4.86.

Novavax would have to get U.S. Food and Drug Administration approval before it could test its new vaccine in people. Years of testing are likely to be required before such a new formulation of a vaccine could be widely used in people.

The virus-like particles are a mock version of the virus, made using the genetic sequence released by the U.S. Centers for Disease Control and Prevention.

Novavax said the vaccine protected ferrets against the new pandemic strain. Ferrets are the closest animal to humans when it comes to being infected with influenza.

"The ferrets received a 3.75, 7.5, or 15 microgram dose of the 2009 H1N1 virus-like particle vaccine or a placebo and were boosted with a second dose after three weeks," the company said in a statement.

Researchers at the CDC infected the animals with H1N1 taken from a California patient. "By day five after challenge, immunized ferrets at all vaccine dose levels had cleared the H1N1 virus and showed no sign of disease," the company said.

Unimmunized ferrets became ill.

Clinical trials of H1N1 vaccine made the old-fashioned way, with chicken eggs, are under way, and five companies are making it for the U.S. market — AstraZeneca's MedImmune unit, CSL, GlaxoSmithKline Plc, Novartis AG and Sanofi-Aventis SA.

Also on Tuesday, China's Sinovac Biotech Ltd reported China's Center for Disease Control had completed a clinical trial of its H1N1 vaccine in 1,614 people and showed it provided an immune response without adverse side-effects.

Novavax, based in Rockville, Maryland, has been using its new technology to develop a vaccine against H5N1 avian influenza.

Most influenza vaccines use either a weakened but live flu virus or a killed virus to stimulate the immune system. They must be reformulated every year to match the constantly mutating flu strains and are made using specially grown live chicken eggs.

Novavax grows the vaccine in lab dishes of caterpillar cells in a process the company says is quicker. It uses a decoy of the virus called a virus-like particle. The body recognizes the particle as a virus but it cannot infect cells and replicate.

The World Health Organization declared H1N1 a pandemic in June, and the virus has spread to about 180 countries. World health officials have said people should receive the two-dose swine flu vaccination as well as the single-dose seasonal flu vaccination this year.

In July, U.S. advisers said about half the U.S. population, or 160 million people, should get vaccinated against the new pandemic influenza strain, with pregnant women and healthcare workers at the front of the line.

But the U.S. Health and Human Services Department has said it can only get about 45 million doses of flu vaccine by mid-October, and about 20 million doses a week after that.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)



## Pandemic threat demands a plan

By **PAUL BERTON**

Last Updated: 20th August 2009, 2:24am

There is every chance that sometime this fall, more than 30% of Canadians will fall prey to the H1N1 flu virus.

If it happens simultaneously, as is possible, consider the ramifications of one-third of the workforce, one-third of students, one-third of medical workers -- or more -- being absent and unproductive. It will go far beyond being simply a medical challenge to a crushing economic and social problem.

The question is, are we ready?

Federal Health Minister Leona Aglukkaq says Canada is well equipped and well prepared for the worst, but admits the country's pandemic preparedness has holes and they need fixing. And it's fair to say individual organizations, in the public and private sectors across the country, fall anywhere between fully prepared and in complete shambles for what could become a devastating flu season.

Is it reasonable to believe that Canada, given its varied geography and political makeup, can respond quickly, decisively and -- most importantly -- in a co-ordinated way to such an emergency, especially given that such matters are provincial and territorial responsibilities?

The Canadian Medical Association Journal believes stronger central measures are needed, and that we need a "flu czar" so the country can respond effectively in an emergency, and the assertion deserves serious consideration.

At the moment, Canada's chief public officer of health can only try to co-ordinate regional efforts, encourage consensus and give guidance; he cannot issue orders to provinces.

In a signed editorial, Paul Hebert, editor-in-chief of the Canadian Medical Association Journal, says Canada needs an independent "national champion" with the legislative powers to ensure the response across provincial and territorial boundaries.

So far, provincial and territorial health ministers have worked co-operatively and in concert and issued consistent rules, but there is no guarantee that will continue. At present, nobody can force provinces to do what they're told.

As Hebert says, the system may be working fine now, but what happens if disaster strikes? Without a fast, co-ordinated, organized effort, a bad situation could get considerably worse in the blink of an eye.

Copyright © 2009 Ottawa Sun All Rights Reserved

# Swine flu vaccine orders pass one billion: WHO

AFP AUGUST 18, 2009



Northern hemisphere countries have so far ordered more than one billion doses of swine flu vaccine, the World Health Organisation says.

**Photograph by:** David Greedy, Getty Images

---

PARIS - Northern hemisphere countries have so far ordered more than one billion doses of swine flu vaccine, the World Health Organisation said Tuesday.

This intense demand coupled with production delays could create shortages, forcing governments preparing for a second, possibly more deadly, wave of flu in the fall to make hard choices about who to vaccinate first.

"Pandemic vaccine orders put in by northern hemisphere countries stand at over one billion," WHO spokeswoman Melinda Henry told AFP.

"In the early days, there will be a very limited supply of vaccine. There won't be sufficient supply to vaccinate whole populations, or even huge proportions of populations," Henry said by phone.

Some countries -- notably Greece, The Netherlands, Canada and Israel -- have ordered enough double doses to inoculate their entire populations.

Others, such as Germany, the United States, Britain and France, have put in orders that would cover between 30 and 78 percent.

In July, the WHO said that the 25 drug companies which had announced their intention to manufacture

vaccines could crank out up to 94 million doses per week starting in mid-October.

The global health body revised these numbers sharply downward when the top half-dozen vaccine makers -- accounting for 85 percent of global production -- reported that the swine flu strains with which they were working did not reproduce as quickly as expected.

"The current vaccine strain would only yield 25 to 50 percent" of the original estimate, as low as 23 million doses per week, said Henry.

Clinical tests have not yet confirmed whether new strains under development will produce higher yields, and initial results for at least one, reviewed by WHO Tuesday, are not encouraging.

There remains a big question mark, Henry said, as to whether one or two doses will be needed for effective vaccination.

A Chinese drug company, Sinovac Biotech, announced Tuesday that it had completed clinical trials showing that its new vaccine "induces good immunogenicity after one dose."

But many experts have said that double doses will be needed because most people have no immunity to the so-called "novel" A(H1N1) virus.

Even with these uncertainties, a rough calculation shows a sizable gap between firm orders and potential supply in the coming months, a shortfall that will oblige national health authorities to essentially ration the vaccine.

"Policy makers are still coming to terms with who the target groups should be," said Mark Miller, an epidemiologist at the Fogarty International Centre of US National Institutes of Health.

Most international and national health authorities recommend that health sector professionals be vaccinated first, because they are frequently exposed to the virus but above all to insure that health facilities can operate at maximum efficiency during peak periods of infection.

Beyond that, there are no universal guidelines.

"Individual countries have to look at their own conditions and adapt. They have to decide whether they want to stop transmission, protect essential infrastructure, or reduce illness and death," Henry said.

Each of these priorities imply different strategies, and entail protecting different sectors of society.

Some experts recommend vaccinating all school-age children and their parents to stop the flu from spreading, while others say vulnerable populations must come first.



# A new challenge for school boards

BY ELIZABETH PAYNE, THE OTTAWA CITIZEN    AUGUST 20, 2009

Economics professor David Johnson has taken standardized school testing results in Ontario and turned them on their heads. From that perspective, many of Ottawa's elementary schools don't look so impressive.

Johnson, who teaches at Wilfrid Laurier University, created a new system of elementary school rankings for the C.D. Howe Institute several years ago that both challenges the status quo and raises questions about how well we are educating our children. His latest report was released this week.

Johnson is right to conclude that parents of underperforming schools should be asking why. It is clear that we in Ontario know how to build good schools, so why aren't they being used as models for all of our schools?

In Ottawa, a city whose residents are better-educated than most, parents should have plenty of questions about why our schools are, in general, lagging behind instead of leading the province.

It won't be easy, though. Neither the provincial government nor school boards like to admit that some schools are better than others. The province recently disabled a function on its EQAO website that would make it easier for parents to compare schools, perhaps in the hope that no one would notice some do better than others.

The work of Johnson, and of the Fraser Institute, which also ranks school performance based on testing, helps parents do what the province will not: compare notes. The province is failing its students if it does not use these comparisons as a means for improving the system.

Johnson rates the province's 4,000 elementary schools using a formula that "adjusts for the socio-economic environment of the school, such as whether the students are drawn from better-educated, better-off families or the reverse." In other words, he puts schools on a level playing field.

Doing so makes sense. It recognizes that socio-economic factors, particularly family income and parents' education, can give students advantages. Taking those advantages out of the mix creates a fairer means of comparing schools.

Some Ottawa schools do not perform well, despite their advantages. Manor Park School, for example, in a relatively affluent part of the city, ranked in just the sixth percentile in both Grade 3 and Grade 6 test results. That means, according to Johnson's formula, just six per cent of the schools in the province performed more poorly. Fitzroy Centennial Public School, which has since been closed, was given a ranking of zero based on Grade 3 test results and the second percentile for Grade 6 test

results.

Some schools that do well on the Fraser Institute school rankings also score well under Johnson's system. Woodroffe Avenue, Devonshire and Katimavik, all French immersion schools whose students regularly achieve top scores on EQAO testing, were all ranked in the 90s using Johnson's formula.

Standardized tests remain controversial years after they were reintroduced into Ontario schools. Critics are right that they only provide a small snapshot into the value of what students learn and schools teach, and they can sometimes be skewed. But test results are one measure of school performance, and that gives parents and school officials critical information they would otherwise not have.

And Johnson's method of levelling the playing field by factoring in socio-economic disadvantages raises other questions. In the real world, the disadvantages that come from poverty and lack of enrichment at home can't simply be erased with a formula, they exist. And, in fact, they tend to create a learning gap in students that begins even before they start school and widens with each year. Policies to help close that gap are crucial if those students are going to grow up to reach their potentials.

Johnson's formula uncovers two problems in the school system that need to be addressed: one, the effect of low socio-economic status on success in school, and two, the underperformance of schools in which students have all of the advantages to succeed. They both require attention.

Johnson says his intention is to help parents determine whether their children are attending a "good school." By factoring in socio-economic disadvantages, he has created a ranking system that does more than just offer a snapshot of a city's wealthiest neighbourhoods, he has also handed school boards a challenge.

While the province and school boards have taken steps in the past to address the socio-economic gap at schools -- by creating beacon schools in poorer neighbourhoods, for example -- the C.D. Howe rankings also make it clear that school boards must address problems at underperforming schools in wealthier neighbourhoods.

There should be a province-wide effort to create good schools by looking at the best examples across Ontario and analysing what they are doing right. Some of the province's Catholic boards should be able to help in this effort. Ten of the top 11 elementary schools in the province are Catholic.

Ottawa's schools should lead the province in innovation and achievement. Determining why so many of them are underachieving should be the first order of business when school resumes later this month.

See the full report at [cdhowe.org](http://cdhowe.org).

Elizabeth Payne is a member of the Citizen's editorial board.